

des milliards de dollars enfuis dans les années 1980²³. D'autres, cependant, restent aux prises avec d'énormes frais de service, en raison de leur endettement carrément excessif²⁴.

Au plan économique, le dynamisme des pays d'Asie orientale et du Pacifique ne se dément pas. Dans la région, le ratio général du service de la dette (soit la proportion que représentent les remboursements annuels par rapport aux recettes d'exportation) affiche un léger recul, étant passé de 13,6 p. 100 en 1980 à 12,2 p. 100 en 1992, tandis que le rapport entre l'encours de la dette extérieure et les exportations totales est resté essentiellement stable (voir le tableau 4). Ces économies attirent beaucoup de capitaux privés étrangers, sous la forme de prêts ou d'investissements directs du secteur privé (voir la figure 1). À ce dernier chapitre et à celui des prêts de banques commerciales, la Chine figure au premier rang de tous les pays en développement. Le cas de l'Indonésie est relativement exceptionnel, puisque son endettement extérieur s'est aggravé et son ratio de service de la dette a plus que doublé pour friser les 32 p. 100 en 1992 (voir le tableau 4).

²³ La proportion de l'investissement étranger direct qui va aux pays en développement s'est remarquablement accrue; à son plus bas en 1987, elle devrait atteindre un record de 35 p. 100 en 1993. Sur les 135 milliards investis par les États-Unis entre 1989 et 1992, 70 p. 100 sont allés à 10 pays situés pour la plupart en Amérique latine, en Asie orientale et dans le Pacifique. Dans l'ordre décroissant, il s'agissait de la Chine, du Mexique, de la Malaisie, de l'Argentine, du Portugal, de la Thaïlande, de l'Indonésie, du Brésil, du Nigéria et du Venezuela. Voir à ce sujet Banque mondiale (1993c), vol. 1, pp. 8 et 28. Il faut cependant remettre de telles sommes dans une juste perspective, car elles peuvent comprendre des conversions de dette en participation, qui gonflent la valeur des devises étrangères injectées. Par ailleurs, dans le cas particulier de la Chine, l'investissement étranger direct est en partie composé de capitaux chinois indirectement investis dans ce pays par le biais de Hong Kong, afin de profiter du traitement préférentiel accordé par la Chine aux mises de fonds «étrangères». De plus, il n'est pas facile d'établir ce qui, dans les investissements mondiaux en participations, revient aux nouveaux marchés en croissance. Il est toutefois probable qu'on y constaterait aussi une progression. Dans une étude portant uniquement sur les marchés de valeurs mobilières, la Banque mondiale a estimativement établi que les capitaux arrivant aux pays en développement par l'intermédiaire des marchés boursiers avaient plus que doublé entre 1987 et la fin de 1991, pour atteindre 6 p. 100 du chiffre mondial. Comme ces mêmes pays engendrent 13 p. 100 de la production mondiale, on pourrait imaginer, en supposant qu'ils attirent une proportion identique des investissements mondiaux de portefeuille, qu'ils pourraient accueillir quelque 40 milliards de dollars américains de plus par année, une hausse assez comparable à ce qu'ils reçoivent sous forme d'investissement direct de l'étranger. Voir à ce sujet Banque mondiale (1993b), pp. 42 et 55.

²⁴ Dans l'opinion générale, un endettement excessif est néfaste pour les perspectives de croissance d'un pays, car l'ampleur des paiements de remboursement a le même effet qu'un impôt sur l'activité économique et particulièrement sur l'investissement. Un endettement trop élevé signifie, pour un investisseur potentiel, que le rendement futur de sa mise de fonds sera imposé afin que le pays puisse rembourser les capitaux reçus. Ce dernier consacrerait aussi une plus grande proportion de ses dépenses courantes à la consommation plutôt qu'à l'investissement, ce qui nuirait à son développement et le porterait à réclamer un allègement de son fardeau. Dernièrement, toutefois, des spécialistes ont avancé que la hausse des taux d'intérêt et la chute du prix des matières premières, au cours des années quatre-vingt, ont freiné l'investissement bien plus que l'endettement excessif. Voir à ce sujet Rogoff (1992) et Warner (1992).